

Le Devoir
9 sept 2007

CECLFCÉ

LE DEVOIR, LES SAMEDI 8 ET DIMANCHE 9 SEPTEMBER

PERSPECTIVES

Les écoles religieuses au centre de la campagne électorale ontarienne

Le financement proposé par les conservateurs de John Tory provoque un vaste débat de société

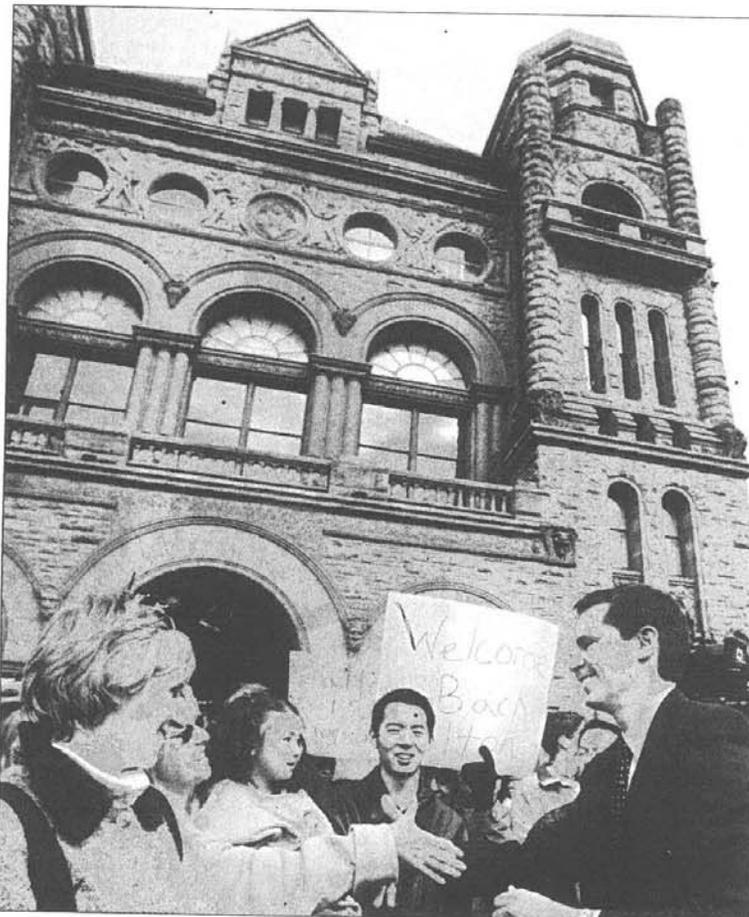
Les Ontariens iront aux urnes le 10 octobre prochain et, comme prévu, l'éducation domine les préoccupations. Ce qui soulève cependant le plus de débats et d'émotions à la veille du début officiel de la campagne, lundi, c'est le financement public des écoles religieuses. Une boîte de Pandore ouverte par le Parti progressiste-conservateur et où s'entremêlent les arguments en faveur de l'équité, de la cohésion et du respect d'un compromis historique en faveur des catholiques.

MANON CORNELLIER

Lorsque le Parti conservateur ontarien a dévoilé son programme électoral, il y a quelques mois, une promesse somme toute secondaire a attiré l'attention. S'il était élu, le PC accorderait à toutes les écoles religieuses le même financement actuellement offert aux écoles catholiques et non confessionnelles. La condition: se soumettre aux mêmes contraintes que le réseau public en matière de programme et d'évaluation. A la fin de juillet, le chef conservateur John Tory est revenu à la charge, précisant qu'une commission présidée par l'ancien premier ministre Bill Davis se pencherait sur la mise en œuvre de cette politique.

Le débat était lancé, d'autant plus que le premier ministre libéral Dalton McGuinty a aussitôt averti qu'il en faisait un enjeu central de la campagne. Selon lui, la position conservatrice va à l'encontre de la «cohésion sociale» qui, dans une société multiculturelle, est mieux servie par la cohabitation dans les mêmes écoles des enfants de toute origine et religion.

«Je ne pense pas que les Ontariens croient qu'on puisse parler d'amélioration ou de progrès lorsqu'on invite les enfants de différentes religions à quitter le système public pour vivre chacun dans leurs écoles. [...] Je pense que ça nous fait reculer. Je pense qu'il est de notre responsabilité de continuer à améliorer le système d'éducation financé par l'État», a-t-il soutenu au début d'août. Que dire du financement du système catholique, alors? Il l'a défendu en disant simplement que c'était «le système dont [il a] hérité».



Dalton McGuinty peu après les élections de 2003.

PETER JONES REUTER

Système à deux vitesses

La situation des écoles religieuses en Ontario est particulière. En vertu de la Constitution de 1867, la province est tenue de protéger les droits scolaires des catholiques et des protestants, comme devait le faire le Québec. Ce dernier a, avec l'assentiment du Parlement fédéral, modifié la Constitution pour mettre fin à ce privilège et réorganiser le système scolaire sur des bases linguistiques. Terre-Neuve a fait la même chose, mais pas l'Ontario.

De plus, l'Ontario, contrairement au Québec et à toutes les provinces de l'Ouest, refuse de financer de quelque manière que ce soit les écoles privées, religieuses ou non. Il se retrouve donc avec deux réseaux financés par les deniers publics: le réseau public non confessionnel et le réseau catholique. Aucune autre confession religieuse ne peut bénéficier du même traitement, d'où les pressions constantes des écoles juives, musulmanes, sikhes et chrétiennes évangélistes pour mettre fin à ce qu'elles estiment être un traitement discriminatoire.

Soutenir financièrement les écoles confessionnelles, même catholiques, n'a jamais fait l'unanimité en Ontario. Jusqu'en 1984, seules les écoles catholiques du niveau primaire étaient financées par l'État. Lorsque le gouvernement conservateur de Bill Davis a décidé en 1984 d'étendre ce financement aux écoles secondaires, ce fut le tollé.

À la suite de cette décision, des parents dont les enfants fréquentaient des externats juifs et des écoles chrétiennes se sont tournés vers les tribunaux pour faire déclarer inconstitutionnel la politique ontarienne. Ils invoquaient surtout leur droit à l'égalité. La Cour suprême a tranché en 1996 en disant que, si ce traitement était discriminatoire, il ne pouvait être corrigé en faisant appel à la Charte puisqu'une clause de la Constitution ne peut servir à en invalider une autre. Par contre, rien n'interdit au gouvernement de financer les autres écoles religieuses. En un mot, le choix est politique.

Déboutés, ces parents se sont adressés au Comité des droits de l'homme des Nations unies, qui a conclu que cette politique était discriminatoire et contrevenait au Pacte sur les droits civils et politiques ratifié par le Canada. «Mais le droit international n'a pas d'effet obligatoire en droit canadien», explique Sébastien Grammond, professeur de droit à l'Université d'Ottawa. D'où le retour dans l'arène politique.

Patate chaude politique

Aucun des trois partis représentés à l'Assemblée législative ne recommande de mettre fin au financement des écoles catholiques, ce qui serait une manière de mettre fin à l'inégalité de traitement. Il faut dire que 38 % de la population ontarienne est catholique et que plus de 700 000 enfants fréquentent les écoles de cette confession religieuse. Ça fait beaucoup d'électeurs.

L'autre solution est de financer tout le monde, ce que seul le PC propose. «Il ne s'agit pas de fragmenter le système scolaire mais d'y intégrer des écoles et des enfants qui n'en font pas partie et qui, par ricochet, n'ont pas pour le moment à répondre aux mêmes exigences que le système public. En les intégrant au système public, on s'assure qu'ils aient un enseignement de qualité. Le système catholique fonctionne bien et il nous sert ici de modèle», explique Destina Cadieux porte-parole du chef John Tory.

La ministre de l'Éducation, Kathleen Wynne, ne veut rien entendre et défend le statu quo.



J.P. MOCZULSKI REUTERS

John Tory lors d'une rencontre avec les députés conservateurs en mars.

D'abord parce qu'elle donne priorité aux investissements dans le secteur public, qui en a bien besoin. Selon elle, l'école publique ne peut se permettre de perdre les 400 millions que le financement des écoles religieuses exigeait.

Et il y a cette notion de cohésion. «Dans la province la plus diversifiée du Canada, ce serait une erreur de séparer les enfants. C'est une question sociétale», dit-elle en entrevue. Faudra-t-il alors revoir le statut des écoles catholiques et demander un amendement constitutionnel? Elle refuse de s'aventurer sur ce terrain, préférant parler de son programme pour améliorer le système fréquenté par 94 % des enfants.

L'insistance des libéraux sur la cohésion sociale a ulcéré les défenseurs des écoles confessionnelles, au point où certains ne se gênent pas pour souligner que les enfants de Dalton McGuinty fréquentent tous le réseau catholique et que sa femme y enseigne. Ira Walfish, de la Multi-Faith Coalition for Equal Funding of Religious Schools, trouve que M. McGuinty «alimente à coups de sous-entendus des préjugés à l'endroit des minorités religieuses. [...] Si la cohésion exige que les enfants fréquentent les mêmes écoles, pourquoi laisse-t-on les catholiques vivre en marge?», demande-t-il, avant de noter que ce n'est pas la catastrophe au Québec.

Personne n'a par ailleurs réussi à prouver que les enfants diplômés des écoles juives ou chrétiennes, par exemple, ne s'intègrent pas une fois au collège, à l'université ou sur le marché du travail, renchérit Steven Shulmann, de la section ontarienne du Congrès juif canadien, membre d'une autre coalition. Pour les deux hommes, c'est une question de principe et d'équité envers les enfants, peu importe leur religion.

M. Walfish doute par ailleurs qu'il y ait une hausse notable de la fréquentation des écoles religieuses. En fait, il pense même que la facture sera inférieure à celle prévue, car plusieurs écoles ne voudront pas être financées par l'État si cela les oblige à se plier aux mêmes conditions que les écoles publiques.

Religion ou culture ?

Le réseau catholique, dans tout ça, se fait discret, et la Conférence des évêques catholiques de l'Ontario préfère ne pas intervenir. Personne

ne veut compromettre la position du réseau ni soutenir l'inégalité de traitement entre confessions religieuses. Mais le réseau est aux aguets, car le Parti vert et de plus en plus de commentateurs et experts opposés au financement des écoles religieuses pensent que la seule solution est de mettre fin au soutien accordé aux écoles catholiques.

La grande majorité des écoles catholiques sont anglaises. Le conseil scolaire catholique de Toronto est, à lui seul, plus pesant que tous les conseils francophones réunis. Mais pour la minorité linguistique, ce débat a une résonance particulière et une forte saveur historique. Sans l'implication de l'Église, bien peu de gens auraient été éduqués en français au début du siècle dernier, lorsque l'enseignement en français était interdit.

«La religion a été un rempart pour notre minorité linguistique. Ça dépasse donc la religion. On considère que la remise en question des écoles confessionnelles peut poser le risque d'une remise en question de l'enseignement en français en Ontario», soutient Lise Bourgeois, directrice générale du Conseil des écoles catholiques du Centre-Est. Elle convie qu'il y a des écoles françaises non confessionnelles, mais elle dit que, si 80 % des parents francophones envoient leurs enfants dans des écoles catholiques, c'est parce qu'ils tiennent à cet encadrement.

Il est loin d'être sûr que le PC ait marqué des points avec cette promesse. Au contraire. Le PC talonnait les libéraux il y a quelques semaines, mais plusieurs sondages pensent qu'il pourrait avoir perdu des plumes avec cet engagement. Certains candidats conservateurs semblent l'avoir compris puisqu'ils évitent de le mentionner dans leur documentation électorale. Le chef John Tory, lui, doit sans cesse répondre à des questions sur le sujet, la dernière en date portant sur la place du créationnisme à l'école. L'Institut ontarien d'études en éducation, de l'Université de Toronto, a fait plusieurs sondages au fil des ans sur le financement public des écoles religieuses, et l'appui à cette mesure oscillait toujours entre 4 et 7 %. Rien pour encourager les conservateurs et tout pour fouetter les libéraux.

Collaboratrice du Devoir



Le lundi 10 sept 2007

École Saint-Rédempteur : 40 % d'immigrants, zéro demande d'accommodement

[Patrick Duquette](#)

Le Droit

L'école primaire Saint-Rédempteur de Gatineau compte 40 % d'immigrés. Des enfants russes, africains, arabes, latinos qui demeurent dans le Vieux-Hull. "Des accommodements raisonnables ? On n'en fait pas, parce qu'on n'a pas à en faire", déclare la directrice, Danièle Bolduc.

"La majorité des gens qui arrivent ici sont très reconnaissants envers la société québécoise et sont donc très ouverts à s'intégrer à notre milieu", dit-elle.

En quatre ans à la direction de l'école, elle n'a vu qu'une fillette porter le *hijab*. Ici, les journées multiculturelles sont monnaie courante. Chaque année, on fait notamment une dégustation des pains de différents pays.

"Le but est que chacun s'ouvre aux autres communautés et tout le monde est très content d'y participer. Des parents fournissent aussi des pâtisseries traditionnelles", dit Mme Bolduc.

Zéro cas

Depuis son arrivée, Mme Bolduc n'a pas eu un seul cas d'accommodement raisonnable à gérer. Son école compte pourtant trois classes d'accueil pour immigrants.

"Je me demande souvent si cette affaire des accommodements raisonnables n'est pas une affaire qui a été gonflée par les médias. Sur le terrain, on n'en rencontre pas du tout.

"Au contraire, les parents collaborent habituellement très bien avec le milieu scolaire et ils sont d'accord avec nos règles de vie.

D'autres problèmes plus urgents

"Quand on les amène pour des journées à la cabane à sucre ou au Bal de neige, ils sont très enthousiastes et ouverts à notre culture, sans toutefois renier la leur", dit-il.

Selon elle, il y a des problèmes plus préoccupants que les accommodements raisonnables.

Elle cite la sous-scolarisation de certains élèves qui ont passé leur enfance dans des camps de réfugiés. "On en a qui ne savent pas lire à 10-12 ans", dit-elle.

"J'ai aussi des parents très scolarisés qui travaillent comme vendeurs dans de grands magasins. Il y a des médecins, des ingénieurs qui sont mis de côté alors qu'il existe des pénuries de main d'oeuvre au Québec", dit-elle.

Voilà des questions qui, selon elle, méritent d'être abordées par la commission

Bouchard-Taylor.

"Je me pose la question : ne serait-il pas plus profitable de mettre argent et énergie sur des débats comme ceux-là, plutôt que sur des événements qui semblent plus marginaux, comme les vitres givrées d'un YMCA ou le port du kirpan à l'école ?"



Le mardi 11 sept 2007

Pommainville promet une saine gestion des fonds publics

Jean-François Dugas

Le Droit
Est Ontarien

La course électorale lancée hier par Dalton McGuinty devrait s'activer rapidement dans l'Est ontarien, où un duel entre deux ténors de la politique se dresse à l'horizon.

Pourtant, mis à part quelques pancartes électorales à l'effigie du député libéral sortant Jean-Marc Lalonde, parsemées dans Prescott-Russell, rien ne laissait croire que les gens devront se rendre aux urnes dans 30 jours.

Le calme avant la tempête ?

"La campagne devrait s'accroître tranquillement", promet Denis Pommainville.

Le candidat progressiste-conservateur soutient que ses premières affiches seront visibles dès demain. D'attaque à une chaude lutte, il dit préparer son plan de match depuis une dizaine de jours.

Toutefois, le maire de La Nation a livré son message : "Il faut être responsables (financièrement) envers les contribuables." La pensée rappelle celle de ses vis-à-vis conservateurs fédéraux, qui avaient martelé cette notion avant leur élection en janvier 2006.

M. Pommainville déplore l'esprit Père Noël du gouvernement McGuinty au cours des dernières semaines. Les quelque 26 milliards \$ promis par les libéraux dans le cadre de plusieurs annonces - selon les calculs de son parti - doivent provenir de quelque part, lance-t-il. Surtout que ce chiffre représente environ 30 % du budget du prochain gouvernement provincial.

Promesses

"Si le gouvernement McGuinty veut remplir toutes ses promesses, il devra créer une autre taxe, comme il l'a fait pour la taxe santé. Cela coûtera environ entre 1000 \$ et 1200 \$ supplémentaires, par personne, pour payer pour ces promesses. Ça commence à être lourd", soutient M. Pommainville.

Pourtant, le leader du Parti progressiste-conservateur, a fait sa part de promesses. John Tory s'est engagé à investir 8,5 milliards \$ supplémentaires dans le système de santé ontarien en plus des 2,4 milliards \$ au niveau de l'éducation.

M. Pommainville estime aussi que le remboursement total de taxe sur l'essence s'avère un premier pas important pour permettre aux municipalités de tenir leurs obligations en matière de transport.

"Depuis quelques années, chaque municipalité est prise dans une tourmente où il est devenu difficile d'investir dans les infrastructures municipales. Il faut avoir une vision différente afin de mieux gérer la province."

Tuesday » September
11 » 2007

School funding could tip the balance

Religious education seen as key election issue

Mohammed Adam

The Ottawa Citizen

Tuesday, September 11, 2007

As 60 Eastern Ontario candidates began the battle yesterday for the area's 12 seats in the Oct. 10 provincial election, public funding for religious schools is emerging as the defining issue.

Several important issues, from leadership and integrity to funding for cash-strapped school boards and cities, will demand attention. But Queen's University political scientist and professor emeritus Hugh Thorburn says religious school funding will be "the major deciding factor."

Conservative leader John Tory set the province alight with his pledge to spend \$400 million to fund religious schools that follow the Ontario curriculum, submit to standardized testing and use certified teachers. Mr. Tory says that since Catholic schools are publicly funded, it is only fair to extend the right to other religious schools. Ottawa has about 3,000 of the province's 53,000 students enrolled in religious schools. How many new students public funding will draw into the schools is unknown.

The Conservatives have not released details of how their plan would be funded and implemented, but Mr. Tory says all the answers will be provided after public hearings that would be chaired by former Ontario premier Bill Davis.

The Liberals and NDP oppose the Conservative plan, with Premier Dalton McGuinty warning that it would suck money from the public system and divide Ontarians along religious lines. Others wonder why at a time when school boards are short of cash and declaring deficits, money should be diverted.

Religious and ethnic minority leaders in Ottawa disagree with their hometown premier that funding for their schools would undermine public education or rupture Ontario's social cohesion.

Rabbi Jeremiah Unterman, director of education at the Hillel Academy, a Jewish elementary school, says the number of children who would benefit is too small to cause any upheaval.

And there is no evidence, Rabbi Unterman said, to suggest that masses of students would flock from the public system to religious schools if funding becomes available.

"In terms of percentages, we are not talking about numbers that will overburden the system," he said, noting that at Hillel, parents have to pay more than \$11,000 per child in annual fees.

"What we are talking about is a question of fairness. Lack of funding makes those families who send their children to other faith-based schools second-class citizens."

Of Ottawa's 3,000 children in religious schools, about 800 are in three Muslim

schools. Another 550 attend five Jewish schools and about 1,500 attend several Christian institutions, including the Ottawa Christian School, Bishop Hamilton, Redeemer and Metcalfe Christian School. Comparatively, about 138,000 children are being educated in the four public school boards in the Ottawa region.

Mohamed Sheikh Ahmed, principal of the Ottawa Islamic School, says funding for religious schools should not be viewed with alarm, but embraced as an affirmation of Canadian multiculturalism. Mr. Ahmed says each of the school's 360 students pays an average \$3,000 a year, and he doesn't understand why Catholics get public funding, but other parents do not.

And far from dividing Canadians, he believes religious education will enrich students and make them better citizens.

"We have our units of communities and each community is trying to enrich and strengthen itself for the benefit of the country," he said.

"Learning about our religion and our culture in our own environment doesn't make us any less Canadian."

Mumtaz Akhtar, president of the Ottawa Muslim Association, dismisses the notion that funding religious schools would perpetuate isolationism and create a generation of parochial and narrow-minded citizens. He says if the Conservative policy is designed to win the ethnic vote, it is working.

"Religions teach good things, good morals, good discipline and for Muslims this is a big issue. I will vote for Mr. Tory and I will ask others to vote for him, too," he said.

Elaine Hopkins, executive director of the Ontario Federation of Independent Schools, which represents a mix of institutions, including Jewish, Muslim and Christian schools, agrees.

"It is important for the child that the values at home are reinforced in schools. These schools give an anchor and a framework for life," she said.

Ottawa physician Dr. Farook Tareen, a Muslim, says it will be a huge mistake to go down the path of religious school funding. He says fear of a lack of morality in society is largely driving the need for religious education, but it is precisely why the government should not introduce religion into the public school system.

"If I am not teaching my children moral values and religion at home, then I've failed as a parent. I shouldn't expect the school to do it for me," he said.

"I may be in a minority, but I think this is a very bad idea. It will ghettoize Muslims and religious minorities."

Ottawa Sikhs and Hindus have weekend classes that teach Punjabi and Hindi languages but not full-blown schools. But if public funding became available, they would love to build their own, community leaders say.

"In the 1980s, we wanted to establish a residential school at Pembroke, but the cost was \$1.5 million and we couldn't afford it," said Ajit Singh Sahota, former president of the Ottawa-based World Sikh Organization.

The latest Citizen poll conducted last week by Ipsos Reid showed that 54 per cent of people in Eastern Ontario oppose religious school funding while 40 per cent are in favour, suggesting a potential pitfall for Mr. Tory.

Mr. Thorburn says the issue will "bury" the Tories, but Sid Noel, a political scientist and commentator at the University of Western Ontario's King's College, says it is too early to say how the issue will influence the election. Mr. Noel said former Ontario Conservative leader Frank Miller had no doubt that the 1984 decision to fund Catholic schools cost him the 1985 election, but it is not at all clear that history will repeat itself in 2007. He said today's Ontario is far different from that of Mr. Miller's day, and the impact of the ethnic vote should not be underestimated.

"It is a fascinating issue and it is going to have a big influence on the election, one way or another. But it remains to be seen who will benefit," Mr. Noel said.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.



Tuesday » September
11 » 2007

Weekend talks fail to end Carleton strike

Graham Hughes

The Ottawa Citizen

Tuesday, September 11, 2007

Mediation efforts to resolve the strike at Carleton University failed over management's lack of flexibility, the union representing more than 700 support staff said yesterday afternoon.

However, a university spokesman said the school presented the union with a new offer in the early hours of yesterday, which was rejected.

Talks were held Sunday in the strike that began Sept. 5, and mediation efforts resumed at 10 a.m. yesterday.

CUPE Local 2424 represents employees engaged in clerical, technical, administrative and service duties. They have been without a contract since June. Picket lines were set up last Wednesday.

Susan Arab, the union's chief negotiator, said yesterday afternoon that "management has essentially moved nowhere since the strike commenced."

She said the union is willing to meet management part way, "but at the moment, talks aren't proceeding."

Steven Green, the university's strike spokesman, said the school presented its latest offer to the union "at 2 a.m. this morning and they got back to us about 2:45 this afternoon and told us they weren't prepared to move on their position, so the talks are basically at a standstill."

While both sides have expressed a willingness to meet, no talks have been scheduled, both sides said.

Mr. Green said the university's operations "are as close to business as usual as we can get it."

While classes have continued during the strike, OC Transpo bus drivers have refused to cross picket lines and private vehicles entering the campus are subject to delays in passing the lines, leading to traffic congestion on Bronson Avenue during rush hour.

"That's the biggest headache right now," he said.

However, Mr. Green said, the O-Train continues to stop on campus, where pickets are not allowed.

The university has offered a three-year deal with increases of three per cent each year.

The union wants 10 per cent over the three-year period, 3.25, 3.25 and 3.5 per cent.

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.

Experts split on school reforms

Quebec experience leads to different conclusions on how simple secularization would be

Kate Jaimet

The Ottawa Citizen

Tuesday, September 11, 2007

Anyone hoping to abolish public funding for Catholic schools in Ontario had better get started. After all, it took more than 40 years for Quebec to reform its public education system, abolishing Catholic and Protestant boards in favour of integrated, secular schools.

It's a timeline that bears being kept in mind as the debate rages in Ontario over funding of religious education, said Jean-Pierre Proulx, a Université de Montréal education professor whose 1999 Proulx report played a key role in the Quebec reforms.

"There are power struggles, cultures, etc.," said Mr. Proulx. "I think if you start the debate now in Ontario, you'll be at it for at least 40 years."

The issue of funding for religious schools burst into the public consciousness as a hot election issue when Conservative leader John Tory promised public money for schools of all faiths -- not just Ontario Catholics, who are currently guaranteed funding under the Canadian Constitution.

Green party leader Frank de Jong staked out the opposite position, calling for the abolition of Catholic school funding in favour of a completely secular public school system.

Meanwhile, Liberal leader Dalton McGuinty, a practising Catholic, has been criticized for his position favouring the status quo -- a position shared by the New Democratic Party.

"Dalton McGuinty is being hypocritical by saying John Tory's proposal will divide kids along religious lines. That's exactly what the status quo does. And it's got to stop," Mr. de Jong told the Citizen yesterday.



CREDIT: Bruce Edwards, The Edmonton Journal

Funding for Ontario's religious schools became a hot election issue after Conservative leader John Tory promised public money for schools of all faiths if he becomes premier.



CREDIT: Bruce Edwards, The Edmonton Journal

Ontario's Catholics are currently guaranteed funding for their schools under the Canadian Constitution.

But Catholic school funding can't be withdrawn without a bilateral constitutional amendment, agreed upon by the Ontario legislature and the federal Parliament. So the question for those in favour of secularization becomes: Is it possible to amend the constitutional clause that guarantees funding for Catholics?

"If you don't have a strong consensus -- not unanimity ... but a strong, very large, very solid consensus -- there's no point in trying to get a constitutional amendment, because it won't go very far," said Jacques Brassard, who served as Quebec's intergovernmental affairs minister when the Constitution was amended for Quebec school boards. "If profound divisions exist, if the debate is heated and does not end in a consensus, forget about a constitutional amendment. Forget about it."

Mr. de Jong believes a consensus for secularization already exists in Ontario, and that amending the Constitution would be "very easy." Among other studies, Mr. de Jong cites a poll of 600 Ontarians conducted in May 2007 by Oraclepoll Research, which found that 58 per cent of respondents favoured merging Catholic and public school boards across the province.

But the consensus would have to exist not only among Ontarians at large, but also among practising Roman Catholics, said constitutional expert Patrick Monahan, the dean of Osgoode Hall Law School.

And Bernard Murray, president of the Catholic School Trustees Association, said Catholic teachers, students, and their parents and supporters would oppose plans by any provincial premier to withdraw public funding.

"He certainly would have a big fight on his hands," said Mr. Murray. "We've been on the road with Catholic education for 160 years and we have no plans to go back."

The guarantee of public funding for Catholic schools in Ontario dates back to the 1867 British North America Act. The Catholic minority in Upper Canada -- and the Protestant minority in Lower Canada -- had fought hard to gain public support for their schools, and saw enshrinement of their educational rights as a precondition for joining Confederation.

Yet by the 1960s, Quebecers were beginning to question denominational school boards. Over the next few decades, a consensus emerged in that province favouring the reorganization of school boards along linguistic, rather than denominational lines, said Mr. Proulx. By the late 1990s, even the Quebec Catholic bishops agreed to a constitutional amendment to reorganize school boards, believing the change would be essentially bureaucratic and that their right to maintain Catholic schools within English and French linguistic school boards would still be protected.

"Pauline Marois (then Quebec's education minister), being a good politician, made ambiguous promises," said Mr. Proulx. "She said, yes, we're asking for a constitutional amendment, but we won't touch the schools."

The federal Parliament approved the amendment. But in a prescient dissenting opinion, the Reform party argued that changing the Constitution would wipe out denominational school rights and "eliminate constitutional guarantees which were vital to the passage of the British North America Act."

In fact, after the constitutional amendment, the Quebec government was forced to use the notwithstanding clause to protect Catholic and Protestant education, as other religious groups began to clamour for inclusion in the public school system.

The situation soon became untenable and in 1999, the Proulx commission recommended eliminating the teaching of religious dogma in schools in favour of secular classes in comparative religion. The Proulx report's recommendations were

eventually accepted and will be put in place in Quebec schools beginning in September 2008. But not everyone is happy with the transition to secular schools.

"The Catholic bishops of Quebec have often said, 'We were betrayed,'" Mr. Proulx admits.

Mr. de Jong argues the Quebec precedent will make it easier for Ontario to amend the Constitution and rid itself of religious school funding.

But Daniel Weinstock, a Université de Montréal philosophy professor who was also part of the Proulx commission, believes the opposite is true. Seeing what happened in Quebec, Catholics in Ontario will fight harder the next time around to defend their enshrined rights, he predicted.

Still, he said, it is not possible in 2007 to take a principled position defending special rights for Catholics. Nor does he believe in funding separate schooling for all religions.

"The 'fund-everybody' option is a theoretical option really, because where do you stop? There are also reasons to think that the school system should be a place where kids should start learning a bit about the diversity that's constitutive of the society that they're going to be a part of," Mr. Weinstock said.

"I think the road that Quebec has taken, whatever the politics of it are over the short- or medium-term, is probably the way that everybody is going to end up going, especially in a highly diversified society like Ontario."

© The Ottawa Citizen 2007

CLOSE WINDOW

Copyright © 2007 CanWest Interactive, a division of [CanWest MediaWorks Publications, Inc.](#) All rights reserved.